

Inflation de Discours

Pour mieux dissimuler ses buts, la politique soviétique joue simultanément des deux armes : l'apaisement et la guerre froide. La confusion mentale (aucun terme n'est trop fort) qui règne présentement dans les démocraties fait le succès de cette politique : la peur de la guerre et l'appréhension des désordres économiques qu'amènerait un retour à la paix, se conjuguent. Il faudrait se pénétrer de l'idée que si la guerre n'est pas possible dans le proche avenir, la paix l'est encore moins. Mais pour que les démocraties puissent sortir de cet état d'infériorité et reprennent l'initiative il faudrait qu'elles aient l'audace de penser que quoi qu'elles fassent, les Soviets ne feront pas la guerre.

La crise derrière le rideau de fer.

En effet, si la crise des démocraties, Angleterre mise à part, tient beaucoup plus à l'aboulie des dirigeants qu'à des difficultés réelles, la crise du monde soviétique, elle, est réelle.

L'affaire Slansky en Tchécoslovaquie, montre que, les maîtres du Kremlin ne pouvant plus compter sur personne décapitent un à un tous ceux qu'ils avaient installés au pouvoir et que le moment est venu où les candidats se dérobent; même en Russie, le parti bolchevik se dépeuple. Le nombre des Komsomols diminue de façon accélérée. Personne ne veut avoir un rôle privilégié qui l'expose à la haine de ses semblables et à une disgrâce fatale et rapide. Le nombre des hommes restés en place depuis leur nomination est infime surtout dans les emplois élevés. Cette fuite devant les responsabilités s'est accentuée, depuis que la crise de production a atteint peu à peu toutes les branches de l'économie et qu'on a dû renoncer à des plans étendus. Les normes n'étant jamais atteintes et les moyens de coercition épuisés, les chefs responsables sont exposés au blâme des bureaucrates avec les conséquences qu'on sait.

L'armistice en Corée.

L'armistice en Corée n'est pas signé — Washington a raison de le rappeler à l'opinion — seule la ligne de cessez le feu est arrêtée. Ce que l'on voudrait voir, c'est les Soviétiques accepter le contrôle de la trêve. Ce serait un événement sans précédent qu'une commission où figureraient des occidentaux circulant librement en territoire rouge.

Nous ne croirons à l'armistice que le jour où cette information nous parviendra. L'hypothèse demeure, jusqu'à l'expiration du terme des trente jours, que les Soviets, après avoir endormi l'opinion rejettent sur les Etats-Unis, la responsabilité d'un échec: l'Armistice

était fait, la ligne de démarcation établie et les Américains reprennent le combat et si ce combat impliquait l'emploi d'armes atomiques quel succès de propagande!

Il se peut, cependant, que les Chinois veuillent préserver leurs centres industriels, mais ce ne sera pas pour cela le signe de la fin des hostilités en Asie, la seule région au monde où les Soviets peuvent impunément mener la guerre.

Conférences.

Il faut plaindre les chroniqueurs qui ont à suivre aujourd'hui les palabres simultanées de Paris, de Strasbourg et de Rome; le pire n'est pas de les suivre, c'est de confronter les opinions de ceux qui le font. Autant de têtes, autant d'avis. La confusion des commentateurs reflète et dépasse celle des acteurs. Où en est-on ?

La question allemande.

La question allemande a-t-elle progressé depuis la visite d'Adenauer à Paris. Celui-ci le dit, d'autres l'espèrent, certains n'en sont pas sûrs.

Ce qui est réglé, c'est qu'il n'y aura pas d'accord des trois puissances avec Moscou sans accord avec Bonn et qu'inversement Bonn ne négociera pas avec les représentants de Moscou, en l'espèce, Grotewohl et Preck, sans le consentement des Trois Grands.

Cela implique l'intégration de l'Allemagne occidentale dans le camp diplomatique des pays libres. D'autre part, la frontière Oder-Neisse n'est pas reconnue par les Alliés. Enfin le plan Schuman et le plan Pleven d'armée européenne, acceptés par les deux camps font partie intégrante de l'accord et en conditionnent la signature.

Voilà le cadre de l'accord auquel s'ajoutent les conventions déjà établies par les trois hauts-commissaires : souveraineté diplomatique de l'Allemagne, égalité commerciale, indépendance juridique. Que reste-t-il à régler ?

1° La question de l'arbitrage en cas de désaccord dans l'application des conventions ;

2° La question de la participation financière de l'Allemagne à l'entretien de ce qui s'appelle dorénavant les troupes alliées de sécurité ;

3° Et c'est là le plus sérieux problème, le contrôle de l'industrie allemande sera-t-il aboli et l'Allemagne autorisée à fabriquer des armements lourds ;

4° Un point reste obscur, s'est-on mis d'accord sur le droit des Alliés d'intervenir en Allemagne avec ou sans le consentement des chefs de la République fédérale, au cas où celle-ci serait menacée par un putsch de gauche ou de droite.

On voit tout ce qui reste à décider. Et par ailleurs, après les violences de Schumacher et la confusion politique au parlement français, on se demande si les accords trouveront des députés pour les valider.

Rome et Strasbourg.

A Rome et à Strasbourg on a surtout décidé de continuer à discuter. En gros, on a vu l'accord Schuman-Eisenhower appuyé par les Allemands et les Italiens pour créer l'armée européenne et même une Europe unifiée. A ce fort courant, s'oppose comme toujours l'Angleterre et grâce à elle le Benelux et les Scandinaves. M. Churchill, comme il était apparent dès son retour, fait exactement la même politique que les travaillistes à cela près que pour ne pas compromettre ses chances auprès des Américains, il promet son appui moral aux plans Schuman et Pleven et une collaboration éventuelle et conditionnelle en cas de réalisation.

Churchill compte-t-il sur un succès républicain aux prochaines élections en Amérique? Eisenhower et Truman sont fermement pour l'Union européenne et l'armée continentale unifiée. Mais, non seulement les Taft sont contre et préfèrent limiter les engagements américains à la périphérie de l'orbite soviétique à l'Angleterre, à l'Afrique du Nord, aux îles de la Méditerranée, aux postes avancés arabes et Pakistanaï, mais il semble que le Pentagone et Bradley lui-même inclinent dans ce sens et Jessup l'a exprimé nettement à son tour.

Conservateur ou Travailliste, l'Angleterre s'opposera à toute entente européenne directement ou indirectement. Mais si les Européens sont décidés, et que les Américains les appuient, elle est impuissante à empêcher. Le fait nouveau est là.